



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### de l'intersyndicale des Finances Publiques de la Savoie

**L'intersyndicale 73 demande l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents relevant du statut de la fonction publique !**

**L'intersyndicale des finances Publiques 73, Solidaires, CGT, FO, CFTD/CFTC** dénonce la poursuite aveugle et irresponsable des suppressions d'emplois en 2022 en Savoie et partout sur le territoire national.

Alors même que le service public fait la preuve au quotidien de son caractère essentiel en temps de crise sanitaire et économique, le démantèlement se poursuit inexorablement.

Depuis 10 ans, les Agents des Finances Publiques de la Savoie subissent une dégradation historique de leurs conditions de travail avec des restructurations incessantes et des suppressions massives d'emplois.

Pour la Savoie, le nombre de suppressions nettes sera de 3 au titre de l'année 2022, ce qui porte le total à 138 emplois supprimés depuis 2012.

Derrière ces 3 suppressions "nettes", ce sont en fait **13** emplois qui disparaissent ... dissimulés par un tour de "passe-passe" compte tenu d'emplois transférés en provenance de la Direction des Douanes d'une part, et de la DDFIP de l'Isère d'autre part.

Mais ces transferts sont avant tout des transferts de missions qui s'inscrivent dans la même logique de sape du service public. Ces emplois ne viennent pas tant "habiller" les services des finances publiques que "dépouiller" les services et missions des Douanes.

En outre, par expérience, les transferts d'emplois sont rarement à la hauteur de la charge de travail de la mission transmise et les "sachants" qui exercent la mission dans la structure d'origine ne suivent pas systématiquement l'emploi dans la structure d'arrivée.

Les conséquences de ces suppressions d'emploi sont nombreuses, mais c'est principalement :

- la fermeture des services de proximité,
- le transfert des missions et des emplois vers des plateformes industrielles,
- des agents épuisés, en perte de sens au travail,
- des ruptures conventionnelles de plus en plus fréquentes pour les agents sous statut
- la précarisation des emplois par la contractualisation (recrutement de personnel sous statut privé)

**En résumé, un service public qui recule toujours plus, au détriment des agents et des usagers, au détriment de la justice sociale et fiscale et du développement durable.**

Quant aux restructurations et réorganisations, loin d'améliorer la qualité du service public ou de permettre une soi-disant "efficacité", l'intersyndicale 73 constate que le NRP (Nouveau Réseau de Proximité) et la démétropolisation ne servent encore une fois qu'à supprimer des postes.

Il en va de même pour les Espace France Services et les encaissements de proximité chez le buralistes, qui ne sont au mieux qu'un piètre palliatif et au pire un leurre. Ce sont des interfaces de premier accueil qui ne font pas le même métier que les agents des finances publiques, seuls habilités à traiter les dossiers.

Or les agents de finances publiques sont de moins en moins nombreux, ils sont surchargés et ne seront plus à proximité des usagers.

Plus concrètement, la conséquences pour les usagers de la Savoie, c'est la fermeture de toutes les trésoreries du département, qui s'achèvera au 01/01/2023 par la Maurienne.

Ne resteront comme points de contact de "proximité" que :

- pour les redevances communales : Aix les Bains, Albertville, Bourg Saint Maurice, Chambéry, Montmélian, Moûtiers, et St Jean de Maurienne;
- pour les impôts des particuliers : Aix les Bains, Albertville, Chambéry et St Jean de Maurienne
- pour les taxes foncières Chambéry et St Jean de Maurienne;
- pour les entreprises, Chambéry et Moutiers avec un point de contact à St Jean de Maurienne.

Exit **la justice sociale** quand l'égal accès au service public n'est pas possible faute de services de proximité.

Si l'administration se modernise et se numérise pour être "plus accessible", la théorie se heurte à la pratique. La fracture numérique et l'illectronisme sont encore trop prégnants pour ne pas constituer un véritable obstacle. Et quand bien même nous serions tous des geeks en puissance, cela ne ferait pas de l'utilisateur moyen un fiscaliste ou un comptable public...

Et la **justice fiscale**, on en parle ?

Alors que l'évasion fiscale est estimée à 100 milliards d'euros, que le fonds de solidarité en Savoie a été massivement versé et doit être à présent contrôlé, la direction de Savoie supprime encore 2 emplois dans les services de contrôle cette année...

**C'est pourquoi l'intersyndicale des finances Publiques 73, Solidaires, CGT, FO, CFDT/CFTC n'a pas participé au comité technique local (CTL) " suppressions d'emplois".**

**L'intersyndicale 73 DDFIP73**

Chambéry, le 25/01/2022